

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203962]

**2 MAI 2019. — Décret relatif à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale, définitions et champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose la directive (UE) 2016/2102 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1<sup>o</sup> l'organisme public :

a) la Région wallonne;

b) les provinces et les communes;

c) les régions autonomes provinciales et communales;

d) les établissements locaux chargés de la gestion du temporel du culte;

e) les agglomérations et les fédérations de communes;

f) les associations de provinces, les intercommunales et les associations de projet;

g) les personnes morales de droit public qui dépendent, directement ou indirectement, de la Région wallonne;

h) l'organisme créé pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, doté de la personnalité juridique et dont soit :

i. l'activité est financée majoritairement par au moins un organisme visé aux a), b), c), d), e), f) ou g);

ii. la gestion est soumise au contrôle d'au moins un organisme visé aux a), b), c), d), e), f) ou g);

iii. l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par au moins un organisme visé aux a), b), c), d), e), f) ou g);

i) les associations formées par au moins un organisme visé aux a), b), c), d), e), f), g) ou h) dans la mesure où elles ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial;

2<sup>o</sup> l'application mobile : le logiciel d'application conçu et développé par en vue d'être utilisé par le grand public sur des appareils mobiles, à l'exclusion des logiciels qui contrôlent ces appareils et du matériel informatique;

3<sup>o</sup> la directive 2016/2102 : la directive (UE) 2016/2102 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public;

4<sup>o</sup> norme européenne : une norme au sens de l'article 2, point 1) b), du règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision n° 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret ne s'applique pas aux sites internet et applications mobiles des organismes publics assurant la fourniture de services audio ou audiovisuels accomplissant une mission de diffusion de service public.

§ 2. Le présent décret ne s'applique pas aux contenus de sites internet et applications mobiles suivants :

1<sup>o</sup> les formats de fichiers bureautiques publiés avant le 23 septembre 2018, sauf si ces contenus sont nécessaires pour les besoins de processus administratifs actifs concernant des tâches effectuées par un organisme public;

2<sup>o</sup> les médias uniquement audio, uniquement vidéo, ou audio et vidéo avec ou sans des composants interactifs qui sont préenregistrés publiés avant le 23 septembre 2020 ou en direct;

3<sup>o</sup> les cartes et les services de cartographie en ligne, pour autant que les informations essentielles soient fournies sous une forme numérique accessible, au regard des exigences de l'article 4, pour ce qui concerne les cartes destinées à la navigation;

4<sup>o</sup> les reproductions de biens, privés ou publics, présentant un intérêt historique, artistique, archéologique, esthétique, scientifique ou technique, faisant partie de collections, conservés par une institution culturelle qui ne peuvent pas être rendues totalement accessibles en raison soit de :

a) l'incompatibilité des exigences en matière d'accessibilité visées à l'article 4 avec la préservation du bien concerné ou l'authenticité de la reproduction;

b) l'indisponibilité de solutions automatisées et économiques qui permettraient de transcrire facilement le texte de manuscrits ou d'autres pièces de collections patrimoniales et de le restituer sous la forme d'un contenu compatible avec les exigences en matière d'accessibilité visées à l'article 4;

5<sup>o</sup> les contenus de sites internet et applications mobiles considérés comme des archives, à savoir qu'ils présentent uniquement des contenus qui ne sont pas nécessaires pour les besoins de processus administratifs actifs et qui ne sont pas mis à jour ou modifiés après le 23 septembre 2019;

6<sup>o</sup> les contenus de sites internet et applications mobiles de tiers qui ne sont ni financés ni développés par un organisme public et qui ne sont pas sous son contrôle.

§ 3. Le décret ne s'applique pas au contenu d'extranets et d'intranets, à savoir de sites internet qui ne sont accessibles qu'à un groupe restreint de personnes et non au grand public, publié avant le 23 septembre 2019, tant que ces sites internet n'ont pas fait l'objet d'une révision en profondeur.

CHAPITRE II. — *Accessibilité des sites internet et des applications mobiles*

**Art. 4.** L'organisme public rend ses sites internet et applications mobiles accessibles en se conformant aux principes suivants :

1<sup>o</sup> les informations et les composants des interfaces utilisateurs sont présentées aux utilisateurs de manière à ce qu'ils les perçoivent;

- 2° les composants des interfaces utilisateurs et la navigation sont utilisables;
- 3° les informations et l'utilisation des interfaces utilisateurs sont compréhensibles;
- 4° leur contenu est suffisamment robuste pour être interprété de manière fiable par une grande diversité d'agents utilisateurs, y compris des technologies d'assistance.

**Art. 5.** L'organisme public peut déroger à l'article 4 lorsque son respect lui impose une charge disproportionnée.

L'organisme public évalue si, pour un site ou une application mobile, le respect de l'article 4 entraîne une charge disproportionnée en tenant compte de circonstances pertinentes, notamment :

- 1° la taille, les ressources et la nature de l'organisme public;
- 2° l'estimation des coûts et des avantages pour l'organisme public par rapport à l'avantage estimé pour les utilisateurs, compte tenu de la fréquence et de la durée d'utilisation du site internet ou de l'application mobile spécifique.

**Art. 6.** L'organisme public prévoit, pour chacun de ses sites internet ou applications mobiles et y publie, un mécanisme permettant à toute personne de :

- 1° lui notifier une absence de conformité du site internet ou de l'application mobile aux exigences visées à l'article 4;
- 2° demander les informations exclues en vertu de l'article 3 ou de l'article 5.

L'organisme public répond aux notifications et demandes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> dans les trente jours de leur réception.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. L'organisme public établit une déclaration détaillée, complète et claire sur la conformité de ses sites internet et de ses applications mobiles avec le présent décret. L'organisme public met annuellement à jour cette déclaration.

§ 2. La déclaration visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est fournie dans un format accessible en utilisant le modèle visé à l'article 7, § 2, de la directive 2016/2102 et :

- 1° pour les sites internet, est publiée sur le site internet général de l'organisme public;
- 2° pour les applications mobiles, est disponible sur le site internet de l'organisme public qui a développé l'application concernée, ou apparaît lors du téléchargement de l'application.

§ 3. La déclaration visée au paragraphe 1<sup>er</sup> comprend :

- 1° lorsque l'organisme public s'octroie la dérogation visée à l'article 5, une explication sur les éléments qui ne répondent pas aux exigences visées à l'article 4, les raisons de cette dérogation et une présentation des alternatives accessibles;
- 2° la description du mécanisme visé à l'article 6 et un lien vers celui-ci;
- 3° la description succincte de la procédure visée à l'article 9, § 2, et un lien vers celle-ci.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le contenu des sites internet et des applications mobiles des organismes publics conforme à des normes au sens de l'article 2, point 1), c), du règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision n° 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil, ou à des parties de normes dont les références ont été publiées par la Commission européenne au Journal officiel de l'Union européenne, conformément au règlement précité, est présumé conforme aux exigences visées à l'article 4 qui sont couvertes par ces normes ou parties de normes.

§ 2. Lorsqu'aucune référence aux normes visées au paragraphe 1<sup>er</sup> n'est publiée, le contenu des applications mobiles qui est conforme aux spécifications techniques adoptées par la Commission européenne en exécution de l'article 6, § 2, alinéa 2, de la directive 2016/2102, ou à des parties de celles-ci, est présumé conforme aux exigences visées à l'article 4 qui sont couvertes par ces spécifications techniques ou des parties de celles-ci.

Lorsqu'aucune référence aux normes visées au paragraphe 1<sup>er</sup> n'est publiée, et en l'absence des spécifications techniques visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le contenu des applications mobiles qui satisfait aux exigences pertinentes de la norme européenne EN 301 549 V1.1.2 (2015-04), ou à des parties de celles-ci, est présumé conforme aux exigences visées à l'article 4 qui sont couvertes par ces exigences pertinentes ou des parties de celles-ci.

Si la Commission européenne adopte une norme mise à jour conformément à l'article 6, paragraphe 4, de la directive 2016/2102, la référence à la norme européenne EN 301 549 V1.1.2 (2015-04) doit être lue comme une référence à la norme mise à jour.

§ 3. Lorsqu'aucune référence aux normes visées au paragraphe 1<sup>er</sup> n'est publiée, le contenu des sites internet qui satisfait aux exigences pertinentes de la norme européenne EN 301 549 V1.1.2 (2015-04), ou à des parties de celles-ci, est présumé conforme aux exigences visées à l'article 4 qui sont couvertes par ces exigences pertinentes ou des parties de celles-ci.

Si la Commission européenne adopte une norme mise à jour conformément à l'article 6, paragraphe 4, de la directive 2016/2102, la référence à la norme européenne EN 301 549 V1.1.2 (2015-04) doit être lue comme une référence à la norme mise à jour.

### CHAPITRE III. — *Contrôle et développement de l'accessibilité*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement désigne l'organe chargé de contrôler la conformité des sites et applications mobiles des organismes publics aux articles 4, 5, 6 et 7, du présent décret et fixe la procédure de contrôle conformément, pour ce qui concerne le respect de l'article 4, à la méthode de contrôle visée à l'article 8, § 2, de la directive 2016/2102.

§ 2. Le Gouvernement fixe la procédure permettant à toute personne d'introduire une réclamation à l'encontre d'un organisme public qui ne respecte pas les articles 4 à 7.

§ 3. Le Gouvernement désigne le ou les organismes chargé(s) de :

- prendre les mesures nécessaires pour faciliter l'application des exigences visées à l'article 4 à d'autres sites internet ou applications mobiles non visés par le présent décret;
- faciliter les formations relatives à l'accessibilité des sites et applications mobiles à destination des parties prenantes et des organismes publics, destinées à leur apprendre à créer, gérer et mettre à jour des contenus accessibles;

- sensibiliser aux exigences visées à l'article 4, à leurs avantages pour les utilisateurs et les propriétaires de sites internet et d'applications mobiles et à la possibilité de fournir un retour d'information en cas de non-conformité avec les prescrits du présent décret.

**Art. 10.** L'organe visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, présente annuellement au Gouvernement un rapport portant sur les résultats des contrôles qu'il organise et sur le recours à la procédure permettant d'assurer le respect des dispositions du présent décret.

Ce rapport est établi conformément à la méthode de contrôle de la conformité des sites internet et des applications mobiles avec les exigences en matière d'accessibilité adoptée par la Commission européenne.

Il porte également sur les éléments suivants :

1° une description des mécanismes mis en place par la Région pour consulter les parties prenantes intéressées sur l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles;

2° les procédures visant à rendre publique toute évolution de la politique d'accessibilité concernant les sites internet et les applications mobiles;

3° les expériences et les conclusions tirées de la mise en œuvre des règles relatives au respect de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'article 4;

4° les informations relatives à la formation et aux actions de sensibilisation.

L'organe intègre dans ses rapports ultérieurs les informations relatives aux modifications importantes apportées aux éléments visés à l'alinéa 3.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 11.** Les organismes publics mettent en conformité au présent décret au plus tard le :

a) 23 septembre 2019, leurs sites internet créés après le 22 septembre 2018;

b) 23 septembre 2020, leurs sites internet créés avant le 23 septembre 2018;

c) 23 juin 2021, leurs applications mobiles.

**Art. 12.** Le présent décret produit ses effets le 23 septembre 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi  
et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine  
et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1384 (2018-2019) N<sup>os</sup> 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203962]

#### 2. Mai 2019 — Dekret über den barrierefreien Zugang zu den Websites und mobilen Anwendungen öffentlicher Stellen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

#### KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmung, Definitionen und Anwendungsbereich*

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie (EU) 2016/2102 des Parlamentes und des Rates vom 26. Oktober 2016 über den barrierefreien Zugang zu den Websites und mobilen Anwendungen öffentlicher Stellen umgesetzt.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° öffentliche Stelle:

- a) die Wallonische Region;
- b) die Provinzen und Gemeinden;
- c) die provinziellen und kommunalen autonomen Regionen;
- d) die lokalen Einrichtungen, die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der Kulte beauftragt sind;
- e) die Agglomerationen und die Gemeindeföderationen;
- f) die Provinzvereinigungen, die Interkommunalen und die Projektvereinigungen;
- g) die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die direkt oder indirekt von der Wallonischen Region abhängen;
- h) die Einrichtung, die geschaffen wurde, um speziell den Erfordernissen des Allgemeininteresses gerecht zu werden, die nicht gewerblicher oder kommerzieller Natur sind, die Rechtspersönlichkeit besitzt und in der entweder:
  - i. die Tätigkeit hauptsächlich von einer unter den Buchstaben a), b), c), d), e), f) oder g) genannten Einrichtung finanziert wird;
  - ii. oder deren Verwaltung der Kontrolle von mindestens einer unter den Buchstaben a), b), c), d), e), f) oder g) genannten Einrichtung unterliegt, oder
  - iii. sich das Verwaltungs-, Leitungs- oder Aufsichtsorgan aus Mitgliedern zusammensetzt, von denen mehr als die Hälfte von mindestens einer der in den Buchstaben a), b), c), d), e), f) oder g) genannten Stellen ernannt wird;
- i) Vereinigungen, die aus mindestens einer der in den Buchstaben a), b), c), d), e), f), g) oder h) genannten Stellen bestehen, soweit sie speziell zur Deckung anderer als derjenigen industrieller oder kommerzieller Bedürfnisse im Allgemeininteresse gegründet wurden;

2° mobile Anwendung: die Anwendungssoftware, die zur Nutzung durch die breite Öffentlichkeit auf mobilen Geräten konzipiert und entwickelt wurde. Dazu gehört nicht die Software zur Steuerung dieser Geräte oder die Hardware selbst;

3° die Richtlinie 2016/2102: Die Richtlinie (EU) 2016/2102 des Parlamentes und des Rates vom 26. Oktober 2016 über den barrierefreien Zugang zu den Websites und mobilen Anwendungen öffentlicher Stellen;

4° europäische Norm: eine Norm im Sinne von Artikel 2 Punkt 1, Buchstabe b) der Verordnung (EU) 1025/2012 des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 25. Oktober 2016 zur europäischen Normung, zur Änderung der Richtlinien 89/686/EWG und 93/15/EWG des Rates sowie der Richtlinien 94/9/EG, 94/25/EG, 95/16/EG, 97/23/EG, 98/34/EG, 2004/22/EG, 2007/23/EG, 2009/23/EG und 2009/105/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates und zur Aufhebung des Beschlusses 87/95/EWG des Rates und des Beschlusses Nr. 1673/2006/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates.

**Art. 3** - § 1. Das vorliegende Dekret findet keine Anwendung auf Websites und mobile Anwendungen öffentlich-rechtlicher Stellen, die Audio- oder audiovisuelle Dienstleistungen erbringen und die der Wahrnehmung eines öffentlichen Sendeauftrags dienen.

§ 2. Das vorliegende Dekret findet keine Anwendung auf die Inhalte der folgenden Websites und mobilen Anwendungen öffentlicher Stellen:

1° Dateiformate von Büroanwendungen, die vor dem 23. September 2018 veröffentlicht wurden, es sei denn, diese Inhalte sind für die aktiven Verwaltungsverfahren der von einer öffentlichen Stelle wahrgenommenen Aufgaben erforderlich;

2° nur Audio, nur Video oder Audio und Video mit oder ohne interaktive Komponenten aufgezeichnete Medien, die vor dem 23. September 2020 veröffentlicht wurden, oder live übertragene Medien;

3° Online-Karten und Kartendienste, sofern bei Karten für Navigationszwecke wesentliche Informationen in einer barrierefrei zugänglichen Weise nach den in Artikel 4 genannten Anforderungen digital bereitgestellt werden;

4° Reproduktionen von privaten oder öffentlichen Stücken von historischem, künstlerischem, archäologischem, ästhetischem, wissenschaftlichem oder technischem Interesse, die Teil von Sammlungen sind und sich im Besitz einer Kulturinstitution befinden, und die nicht vollständig barrierefrei zugänglich gemacht werden können aufgrund:

a) der Unvereinbarkeit der Barrierefreiheitsanforderungen nach Artikel 4 mit entweder der Erhaltung des betreffenden Gegenstands oder der Authentizität der Reproduktion oder

b) der Nichtverfügbarkeit automatisierter und kosteneffizienter Lösungen, mit denen Text aus Manuskripten oder anderen Stücken aus Kulturerbesammlungen einfach extrahiert und in mit den Barrierefreiheitsanforderungen nach Artikel 4 kompatible Inhalte umgewandelt werden könnte;

5° Inhalte von Websites und mobilen Anwendungen, die als Archive gelten, d. h., die ausschließlich Inhalte enthalten, die weder für aktive Verwaltungsverfahren benötigt werden noch nach dem 23. September 2019 aktualisiert oder überarbeitet wurden;

6° Inhalte von Websites und mobilen Anwendungen von Dritten, die von einer öffentlichen Stelle weder finanziert noch entwickelt werden noch deren Kontrolle unterliegen;

§ 3. Das Dekret findet keine Anwendung auf Inhalte von Extranets und Intranets, d. h. Websites, die nur für eine geschlossene Gruppe von Personen und nicht für die allgemeine Öffentlichkeit verfügbar sind, die vor dem 23. September 2019 veröffentlicht wurden, solange diese Websites keine grundlegende Überarbeitung erfahren.

## KAPITEL II — Barrierefreier Zugang zu den Websites und den mobilen Anwendungen

**Art. 4** - Die öffentliche Stelle sichert einen barrierefreien Zugang zu ihren Websites und mobilen Anwendungen, indem sie die folgenden Grundsätze beachtet:

1° die Informationen und Komponenten der Nutzerschnittstelle müssen den Nutzern in einer Weise dargestellt werden, dass sie sie wahrnehmen können;

2° der Nutzer muss die Komponenten der Nutzerschnittstelle und die Navigation handhaben können;

3° die Informationen und die Handhabung der Nutzerschnittstelle müssen verständlich sein;

4° die Inhalte müssen robust genug sein, damit sie zuverlässig von einer Vielfalt von Benutzeragenten, einschließlich assistiven Technologien, interpretiert werden können.

**Art. 5** - Die öffentliche Stelle darf von Artikel 4 abweichen, wenn die Einhaltung dieser Bestimmung für sie eine unverhältnismäßige Belastung bewirkt.

Die öffentliche Stelle bewertet, ob für eine Website oder eine mobile Anwendung die Einhaltung von Artikel 4 eine unverhältnismäßige Belastung bewirkt, indem sie den einschlägigen Umständen Rechnung trägt, wozu unter anderem Folgendes gehört:

1° Größe, Ressourcen und Art der betreffenden öffentlichen Stelle;

2° die geschätzten Kosten und Vorteile für die betreffende öffentliche Stelle im Verhältnis zu den geschätzten Vorteilen für die Nutzer, wobei die Nutzungshäufigkeit und die Nutzungsdauer der betreffenden Website bzw. der betreffenden mobilen Anwendung zu berücksichtigen sind.

**Art. 6** - Die öffentliche Stelle sieht für jede ihrer Websites bzw. mobiler Anwendungen ein Mechanismus vor, damit jede Person:

1° ihr jegliche Mängel der Website oder mobilen Anwendungen bei der Einhaltung der Barrierefreiheitsanforderungen nach Artikel 4 mitteilen kann;

2° und die aufgrund von Artikel 3 oder Artikel 5 ausgenommenen Informationen anfordern kann.

Die öffentliche Stelle antwortet auf die erhaltenen Mitteilungen oder Anträge gemäß Absatz 1 innerhalb von dreißig Tagen ab deren Empfang.

**Art. 7** - § 1. Die öffentliche Stelle erstellt eine detaillierte, umfassende und klare Erklärung über die Vereinbarkeit ihrer Websites und mobilen Anwendungen mit dem vorliegenden Dekret. Die öffentliche Stelle aktualisiert diese Erklärung jährlich.

§ 2. Die in Paragraph 1 erwähnte Erklärung wird in einem zugänglichen Format unter Verwendung der in Artikel 7, § 2 der Richtlinie 2016/2102 genannten Mustererklärung bereitgestellt und:

1° für Websites, wird sie auf der allgemeinen Website der öffentlichen Stelle veröffentlicht;

2° bei mobilen Anwendungen, ist sie auf der Website der öffentlichen Stelle, die die betreffende mobile Anwendung entwickelt hat, oder beim Herunterladen der Anwendung verfügbar.

§ 3. Die Erklärung enthält Folgendes:

1° wenn die öffentliche Stelle die in Artikel 5 vorgesehene Abweichung in Anspruch nimmt, eine Erläuterung zu den Teilen des Inhalts, die die Anforderungen von Artikel 4 nicht erfüllen, und zu den Gründen für diese Unzugänglichkeit sowie zu den vorgesehenen barrierefrei zugänglichen Alternativen;

2° eine Beschreibung und eine Verlinkung des in Artikel 6 erwähnten Mechanismus;

3° eine kurze Beschreibung und eine Verlinkung des in Artikel 9 genannten Verfahrens.

**Art. 8** - § 1. Bei Inhalten von Websites und mobilen Anwendungen der öffentlichen Stellen, die Normen im Sinne von Artikel 2, Ziffer 1), Buchstabe c) der Verordnung (EU) Nr. 1025/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur europäischen Normung, zur Änderung der Richtlinien 89/686/EWG und 93/15/EWG des Rates sowie der Richtlinien 94/9/EG, 94/25/EG, 95/16/EG, 97/23/EG, 98/34/EG, 2004/22/EG, 2007/23/EG, 2009/23/EG und 2009/105/EG des Europäischen Parlaments und des Rates und zur Aufhebung des Beschlusses 87/95/EWG des Rates und des Beschlusses Nr. 1673/2006/EG des Europäischen Parlaments und des Rates, oder Teilen von Normen entsprechen, deren Referenzen die Europäische Kommission gemäß der vorgenannten Verordnung im Amtsblatt der Europäischen Union veröffentlicht hat, wird davon ausgegangen, dass sie die Barrierefreiheitsanforderungen gemäß Artikel 4 in den von den jeweiligen Normen oder Teilen von Normen abgedeckten Bereichen erfüllen

§ 2. Wurden keine Referenzen von harmonisierten Normen gemäß § 1 veröffentlicht, so wird bei Inhalten von mobilen Anwendungen, die die von der Europäischen Kommission in Ausführung von Artikel 6 § 2, Absatz 2 der Richtlinie 2016/2102 angenommenen technischen Spezifikationen oder Teile davon erfüllen, davon ausgegangen, dass sie die Barrierefreiheitsanforderungen gemäß Artikel 4, die durch diese technischen Spezifikationen oder Teile davon erfasst werden, erfüllen.

Wurden keine Referenzen von Normen gemäß § 1 veröffentlicht, und in Ermangelung von technischen Spezifikationen nach Absatz 1, so wird bei Inhalten von mobilen Anwendungen, die die einschlägigen Anforderungen der europäischen Norm EN 301 549 V1.1.2 (2015-04) oder Teile davon erfüllen, davon ausgegangen, dass sie die Barrierefreiheitsanforderungen gemäß Artikel 4, die von diesen einschlägigen Anforderungen oder Teilen davon erfasst werden, erfüllen.

Wenn die Europäische Kommission eine gemäß Artikel 6, § 4 der Richtlinie 2016/2102 aktualisierte Norm erlässt, so gilt die Referenz zu der Europäische Norm 301 549 V1.1.2 (2015-04) als eine Referenz zu der aktualisierten Norm.

§ 3. Wurden keine Referenzen von Normen gemäß § 1 veröffentlicht, so wird bei Inhalten von Websites, die die einschlägigen Anforderungen der Europäischen Norm EN 301 549 V1.1.2 (2015-04) oder Teile davon erfüllen, davon ausgegangen, dass sie die Barrierefreiheitsanforderungen gemäß Artikel 4, die von diesen einschlägigen Anforderungen oder Teilen davon erfasst werden, erfüllen.

Wenn die Europäische Kommission eine gemäß Artikel 6, § 4 der Richtlinie 2016/2102 aktualisierte Norm erlässt, so gilt die Referenz zu der Europäische Norm 301 549 V1.1.2 (2015-04) als eine Referenz zu der aktualisierten Norm.

### KAPITEL III — Kontrolle und Entwicklung der Barrierefreiheit

**Art. 9** - § 1. Die Regierung bestimmt das Organ, das mit der Kontrolle der Übereinstimmung der Websites und mobilen Anwendungen der öffentlichen Stellen mit den Artikeln 4, 5, 6 und 7 des vorliegenden Dekrets beauftragt wird, und legt das Kontrollverfahren für die Einhaltung von Artikel 4 gemäß der in Artikel 8, § 2 der Richtlinie 2016/2102 erwähnten Methode fest.

§ 2. Die Regierung legt das Verfahren fest, das jeder Person erlaubt, eine Beschwerde gegen eine öffentliche Stelle, die die Artikel 4 bis 7 nicht einhält, einzulegen.

§ 3. Die Regierung bestimmt die Einrichtung(en), die damit beauftragt wird (werden):

- Maßnahmen zu treffen, um die Anwendung der Barrierefreiheitsanforderungen gemäß Artikel 4 auf andere als die im vorliegenden Dekret genannten Arten von Websites oder mobilen Anwendungen zu erleichtern;

- Schulungsprogramme im Zusammenhang mit dem barrierefreien Zugang zu Websites und mobilen Anwendungen für die einschlägigen Interessenträger und die öffentlichen Stellen zu erleichtern; die Programme sollen sie im Hinblick auf die Erstellung, Verwaltung und Aktualisierung barrierefrei zugänglicher Inhalte schulen.

- für die Barrierefreiheitsanforderungen gemäß Artikel 4, deren Vorteile für Nutzer und Inhaber von Websites und mobilen Anwendungen und die Möglichkeit, Feedback bei Nichteinhaltung der Anforderungen vorliegenden Dekrets zu erteilen, zu sensibilisieren.

**Art. 10** - Das in Artikel 9 § 1 erwähnte Organ erstattet der Regierung jährlich Bericht über die Ergebnisse der von ihm organisierten Kontrollen und über die Anwendung des Verfahrens zur Sicherung der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets.

Dieser Bericht wird auf der Grundlage der Methode zur Überwachung der Vereinbarkeit der Websites und der mobilen Anwendungen mit den von der Kommission angenommenen Barrierefreiheitsanforderungen erstellt.

Er enthält auch Folgendes:

1° eine Beschreibung der von der Region erstellten Mechanismen zur Beratung mit den einschlägigen Interessenträgern über die Barrierefreiheit von Websites und mobilen Anwendungen;

2° die Verfahren für die Veröffentlichung von Entwicklungen der Politik bezüglich der Barrierefreiheit von Websites und mobilen Anwendungen;

3° die in Bezug auf die Herstellung der Konformität mit den Vorschriften zur Erfüllung der Barrierefreiheitsanforderungen gemäß Artikel 4 gewonnenen Erfahrungen und Erkenntnisse;

4° Informationen über Schulungs- und Sensibilisierungsmaßnahmen.

Das Organ nimmt Informationen über wesentliche Änderungen der in Absatz 3 genannten Elementen in ihre nachfolgenden Berichte auf.

#### KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

**Art. 11** - Die öffentlichen Stellen sorgen für die Übereinstimmung mit dem vorliegenden Dekret, spätestens:

a) am 23. September 2019, ihrer Websites, die nach dem 22. September 2018 geschaffen wurden;

b) am 23. September 2020, ihrer Websites, die vor dem 23. September 2018 geschaffen wurden;

c) am 23. Juni 2021, ihrer mobilen Anwendungen.

**Art. 12** - Das vorliegende Dekret wird am 23. September 2018 wirksam.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Mai 2019

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,  
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung  
A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,  
Beschäftigung und Ausbildung  
P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete  
C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen  
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,  
Denkmalschutz und Vertreter der Großregion  
R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen  
V. DE BUE

(1) Sitzung 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1384 (2018-2019) Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 30. April 2019

Diskussion

Abstimmung

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203962]

**2 MEI 2019. — Decreet betreffende de toegankelijkheid van de websites en mobiele applicaties van overheidsinstanties (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling, begripsomschrijvingen en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Richtlijn (EU) 2016/2102 van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2016 inzake de toegankelijkheid van de websites en mobiele applicaties van overheidsinstanties wordt bij dit decreet omgezet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° de overheidsinstelling:

a) het Waalse Gewest;

b) provincies en gemeenten;

c) provinciale en gemeentelijke autonome bedrijven;

d) de plaatselijke instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de eredienst;

e) agglomeraties en federaties van gemeenten;

f) verenigingen van provincies, intercommunales en projectverenigingen;

g) de publiekrechtelijke rechtspersonen die rechtstreeks of onrechtstreeks, onder het Waalse Gewest ressorteren;

h) de instelling die opgericht is met het specifieke doel te voorzien in behoeften van algemeen belang die niet van industriële of commerciële aard zijn, met rechtspersoonlijkheid en waarvan hetzij :

i. de activiteiten hoofdzakelijk gefinancierd worden door tenminste een instelling bedoeld in a), b), c), d), e), f) of g);

ii. het beheer onderworpen is aan het toezicht van tenminste een instelling bedoeld in a), b), c), d), e), f) of g);

iii. het bestuurs-, leidinggevend of toezichthoudend orgaan uit leden bestaat waarvan meer dan de helft door ten minste één instelling bedoeld in a), b), c), d), e), f) of g) benoemd worden;

i) de verenigingen die bestaan uit tenminste een instelling bedoeld in a), b), c), d), e), f), g) of h) voor zover ze opgericht zijn met het specifieke doel te voorzien in behoeften van algemeen belang die niet van industriële of commerciële aard zijn;

2° mobiele applicatie : de applicatiesoftware die ontworpen en ontwikkeld is voor gebruik door het grote publiek op mobiele apparaten, met uitzondering van de software die dergelijke apparaten aansturen en van het informaticamateriaal;

3° Richtlijn 2016/2102 : Richtlijn (EU) 2016/2102 van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2016 inzake de toegankelijkheid van de websites en mobiele applicaties van overheidsinstanties;

4° Europese norm: een norm in de zin van artikel 2, punt 1), b), van Verordening (EU) nr. 1025/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende Europese normalisatie, tot wijziging van de Richtlijnen 89/686/EEG en 93/15/EEG van de Raad alsmede de Richtlijnen 94/9/EG, 94/25/EG, 95/16/EG, 97/23/EG, 98/34/EG, 2004/22/EG, 2007/23/EG, 2009/23/EG, 2009/105/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Beschikking 87/95/EEG van de Raad en van Besluit nr. 1673/2006/EG van het Europees Parlement en de Raad.

**Art. 3.** § 1. Dit decreet is niet van toepassing op de websites en mobiele applicaties van de overheidsinstanties die audio- of audiovisuele diensten aanbieden die een publieke omroepaak vervullen.

§ 2. Dit decreet is niet van toepassing op de volgende websites en mobiele applicaties:

1° kantoorbestandsformaten die zijn gepubliceerd vóór 23 september 2018, tenzij dergelijke content nodig is voor actieve administratieve processen met betrekking tot de door een overheidsinstantie vervulde taken;

2° media van de type louter geluid, louter videobeeld, of audio-video, in of zonder combinatie met interactie, die vooraf opgenomen gepubliceerd zijn vóór 23 september 2020 of live uitgezonden;

3° onlinekaarten en -karteringsdiensten, voor zover essentiële informatie op een toegankelijke, digitale wijze wordt verstrekt, ten opzichte van de eisen bepaald bij artikel 4, in het geval van voor navigatie bestemde kaarten;

4° reproducties van privé of publieke goederen, van historisch, artistiek, archeologisch, esthetisch, wetenschappelijk of technisch belang, die deel uitmaken van collecties, bewaard door een culturele instelling, die niet volledig toegankelijk kunnen worden gemaakt omwille van:

a) de onverenigbaarheid van de toegankelijkheidseisen bedoeld in artikel 4 met de bewaring van het betrokken goed of de authenticiteit van de reproductie;

b) het ontbreken van geautomatiseerde en kostenefficiënte oplossingen waarmee de tekst van manuscripten of andere stukken uit erfgoedcollecties gemakkelijk zou kunnen worden geëxtraheerd en omgezet naar content die met de in artikel 4 bedoelde toegankelijkheidseisen strookt;

5° content van websites en mobiele applicaties die als archieven worden aangemerkt, wat betekent dat zij enkel content bevatten die niet noodzakelijk is voor actieve administratieve processen en die niet wordt bijgewerkt of aangepast na 23 september 2019;

6° content van websites en mobiele applicaties afkomstig van derden die niet door een overheidsinstantie wordt gefinancierd of ontwikkeld en evenmin onder haar gezag staat.

§ 3. Het decreet is niet van toepassing op content van extra- en intranetten, te weten websites die enkel beschikbaar zijn voor een beperkt aantal personen, en niet voor het algemene publiek als zodanig, die is gepubliceerd vóór 23 september 2019, zolang dergelijke websites geen ingrijpende herziening ondergaan hebben.

#### HOOFDSTUK II. — *Toegankelijkheid van websites en mobiele applicaties*

**Art. 4.** De overheidsinstantie zorgt voor de toegankelijkheid van haar websites en mobiele applicaties overeenkomstig de volgende principes:

1° de informatie en de componenten van de gebruikersinterface moeten zodanig aan gebruikers worden gepresenteerd dat zij kunnen worden waargenomen;

2° de componenten van de gebruikersinterface en de navigatie moeten bedienbaar zijn;

3° de informatie en de werking van de gebruikersinterface moeten begrijpelijk zijn;

4° de content moet voldoende robuust zijn opdat hij op betrouwbare wijze wordt geïnterpreteerd door uiteenlopende useragents, waaronder hulptechnologieën.

**Art. 5.** De overheidsinstantie mag afwijken van artikel 4 wanneer de toepassing ervan een onevenredige last met zich meebrengt.

De overheidsinstantie gaat na of de naleving van artikel 4, voor een website of een mobiele applicatie, een onevenredige last met zich meebrengt, rekening houdend met de relevante omstandigheden, met name:

1° de omvang, de middelen en de aard van de overheidsinstantie;

2° de geraamde kosten en baten voor de overheidsinstantie in verhouding tot de geraamde voordelen voor de gebruikers, rekening houdend met de frequentie en de duur van het gebruik van de specifieke website of mobiele applicatie.

**Art. 6.** Voor elk van haar websites of mobiele applicaties voorziet de overheidsinstantie in een mechanisme, en maakt die bekend, dat elke persoon in staat stelt:

1° melding te maken van niet-naleving door de website of mobiele applicaties van de eisen bedoeld in artikel 4;

2° informatie te verzoeken die krachtens artikel 3 of 5 uitgesloten is.

De overheidsinstantie beantwoordt de in lid 1 bedoelde kennisgevingen en verzoeken binnen dertig dagen na ontvangst ervan.

**Art. 7.** § 1. De overheidsinstantie verstrekt een gedetailleerde, alomvattende en duidelijke verklaring over de conformiteit van hun websites en mobiele applicaties met dit decreet. De overheidsinstantie werkt die verklaring jaarlijks bij.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde verklaring wordt verstrekt in een toegankelijk formaat, waarbij gebruik wordt gemaakt van het model bedoeld in artikel 7, § 2, van Richtlijn 2016/2102, en:

1° wordt op de algemene website van de overheidsinstantie gepubliceerd, wat de websites betreft;

2° is, wat de mobiele applicaties betreft, beschikbaar op de website van de overheidsinstantie die de betrokken mobiele applicatie heeft ontwikkeld, of is beschikbaar bij het downloaden van de applicatie.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde verklaring omvat :

1° wanneer de overheidsinstantie een beroep op de in artikel 5 bedoelde afwijking doet, een toelichting over de delen van de content die aan de in artikel 4 bedoelde eisen niet voldoen, de redenen daarvoor, en een voorstelling van de toegankelijke alternatieven;

2° de beschrijving van het in artikel 6 bedoelde mechanisme en een link naar dit mechanisme;

3° de korte beschrijving van de in artikel 9, § 2, bedoelde procedure, en een link naar dit procedure.

**Art. 8.** § 1. De inhoud van de websites en mobiele applicaties van de overheidsinstanties die voldoet aan normen in de zin van artikel 2, punt 1, c), van Verordening (EU) nr. 1025/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende Europese normalisatie, tot wijziging van de Richtlijnen 89/686/EEG en 93/15/EEG van de Raad alsmede de Richtlijnen 94/9/EG, 94/25/EG, 95/16/EG, 97/23/EG, 98/34/EG, 2004/22/EG, 2007/23/EG, 2009/23/EG en 2009/105/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Beschikking 87/95/EEG van de Raad en Besluit nr. 1673/2006/EG van het Europees Parlement en de Raad, of delen van normen waarvan de referenties door de Europese Commissie overeenkomstig de bovengenoemde verordening in het Publicatieblad van de Europese Unie zijn bekendgemaakt, wordt geacht te voldoen aan de in artikel 4 bedoelde eisen die door die normen of delen daarvan worden gedekt.

§ 2. Wanneer er geen verwijzing naar de in paragraaf 1 bedoelde normen wordt gepubliceerd, wordt de inhoud van de mobiele applicaties die voldoet aan de door de Europese Commissie aangenomen technische specificaties overeenkomstig artikel 6, § 2, lid 2, van Richtlijn 2016/2102, of delen daarvan, geacht te voldoen aan de in artikel 4 bedoelde eisen die door die technische specificaties of delen daarvan worden gedekt.



Indien geen referentie van de in paragraaf 1 bedoelde normen is bekendgemaakt, en bij gebrek aan de in lid 1 bedoelde technische specificaties, wordt de content van de mobiele applicaties die voldoet aan de desbetreffende eisen van Europese norm EN 301 549 V1.1.2 (2015-04), of delen daarvan, vermoed conform te zijn met de in artikel 4 bedoelde eisen die door de desbetreffende eisen, of delen daarvan, worden gedekt.

Indien de Europese Commissie een bijgewerkte norm vaststelt, overeenkomstig artikel 6, paragraaf 4, van Richtlijn 2016/2102, moet de verwijzing naar de Europese norm EN 301 549 V1.1.2 (2015-04) gelezen worden als een verwijzing naar de bijgewerkte norm.

§ 3. Indien er geen referentie van de in paragraaf 1 bedoelde normen is bekendgemaakt, wordt de content van de websites die voldoet aan de desbetreffende eisen van Europese norm EN 301 549 V1.1.2 (2015-04), of delen daarvan, vermoed conform te zijn met de in artikel 4 bedoelde eisen die door de desbetreffende eisen, of delen daarvan, worden gedekt.

Indien de Europese Commissie een bijgewerkte norm vaststelt, overeenkomstig artikel 6, paragraaf 4, van Richtlijn 2016/2102, moet de verwijzing naar de Europese norm EN 301 549 V1.1.2 (2015-04) gelezen worden als een referentie naar de bijgewerkte norm.

#### HOOFDSTUK III. — Toezicht en ontwikkeling van de toegankelijkheid

**Art. 9.** § 1. De Regering wijst de instantie aan die verantwoordelijk is voor het toezicht op de mate waarin websites en mobiele applicaties van overheidsinstanties voldoen aan de naleving van de artikelen 4, 5, 6 en 7 van dit decreet en bepaalt de toezichtprocedure overeenkomstig, wat de naleving van artikel 4 betreft, de in artikel 8, § 2, van Richtlijn 2016/2102 bedoelde toezichtmethodiek.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure waarbij eenieder een klacht kan indienen tegen een overheidsinstantie die niet aan de artikelen 4 tot 7 voldoet.

§ 3. De Regering wijst de instantie(s) aan die belast is (zijn) met :

- het nemen van de nodige maatregelen om de toepassing van de in artikel 4 bedoelde vereisten op andere websites of mobiele applicaties die niet onder dit decreet vallen, te bevorderen;

- het faciliteren van opleidingsprogramma's in verband met de toegankelijkheid van websites en mobiele applicaties, ten behoeve van belanghebbenden en overheidsinstanties, die ontworpen zijn om hen op te leiden om toegankelijke content te maken, te beheren en bij te werken;

- het kweken van meer besef over de in artikel 4 omschreven eisen, over de voordelen daarvan voor gebruikers en eigenaren van websites en mobiele applicaties, en over de mogelijkheid tot het geven van feedback in geval van niet-naleving van de voorschriften van dit decreet.

**Art. 10.** De in artikel 9, § 1, bedoelde instantie dient jaarlijks bij de Regering een verslag in over de resultaten van het toezicht dat zij organiseert en over de toepassing van de procedure om de naleving van de bepalingen van dit decreet te kunnen waarborgen.

Dit verslag wordt opgesteld overeenkomstig de methodiek voor het toezicht op de mate waarin de websites en mobiele applicaties voldoen aan de toegankelijkheidseisen die door de Europese Commissie aangenomen werden.

Het heeft ook betrekking op de volgende elementen:

1° een beschrijving van de door het Gewest ingestelde mechanismen voor de raadpleging van relevante belanghebbenden inzake de toegankelijkheid van websites en mobiele applicaties;

2° de procedures ter bekendmaking van eventuele ontwikkelingen in het toegankelijkheidsbeleid in verband met websites en mobiele applicaties;

3° de ervaringen en bevindingen die voortvloeien uit de tenuitvoerlegging van de regels inzake conformiteit met de in artikel 4 omschreven toegankelijkheidseisen;

4° de informatie over opleidings- en bewustmakingsactiviteiten.

De instantie neemt in haar latere verslagen informatie op over de aanzienlijke wijzigingen met betrekking tot de in lid 3 bedoelde elementen.

#### HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 11.** De overheidsinstanties zien toe op de naleving van dit decreet tegen uiterlijk:

a) 23 september 2019, wat betreft hun websites die na 22 september 2018 gepubliceerd zijn;

b) 23 september 2020, wat betreft hun websites die vóór 23 september 2018 gepubliceerd zijn;

c) 23 juni 2021, wat betreft hun mobiele applicaties.

**Art. 12.** Dit decreet treedt in werking op 23 september 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO